

Avant-propos

Cette manifestation organisée à l'initiative de Marguerite Figeac, François Cadilhon, Michel Combet et Laurent Besse qui s'est joint à eux, est l'occasion de nouer des liens moins ténus entre l'IUFM et le Centre d'Études des Mondes moderne et contemporain, CEMMC, en matière de recherche sur une étude commune. En effet, s'il n'est nul besoin de justifier pour l'IUFM la pertinence du thème « Plans d'éducation et sociétés en France et en Europe de l'Ancien Régime à nos jours », il est nécessaire de rappeler ici son importance dans le quadriennal recherche 2006-2010 présenté par le CEMMC.

Ce colloque se rattache en effet à l'un des trois axes du quadriennal : jeux et enjeux de l'information (xvi^e-xx^e siècles) : informer, désinformer, former placé sous la responsabilité de François Cadilhon, professeur d'histoire moderne et de Sébastien Laurent, maître de conférences habilité en histoire contemporaine.

L'analyse des métamorphoses de sociétés en crise à travers les plans d'éducation est au cœur de la problématique de cette manifestation qui embrasse le très long terme, de l'Ancien Régime à nos jours, ce qui permet de souligner des ruptures propres à des univers sociétaux différents mais aussi des continuités si l'on prend en considération les objectifs et les motivations des différents systèmes éducatifs.

Trois centres d'intérêt peuvent être dégagés à partir de la problématique centrale :

– L'approche comparative entre la France et les pays de l'Europe centrale, la Grande-Bretagne, l'Italie, la Russie et l'Allemagne ; on soulignera ainsi les influences réciproques, la force de la circulation des idées pour mieux s'interroger sur les transferts de modèles quand ils ont lieu, quand ils sont possibles par-delà des cultures très différenciées comme celle de la France centralisée ou de l'Allemagne fédérale forte de ses Länder si l'on s'en tient à l'exemple d'une période très contemporaine.

– Les plans d'éducation sont aussi l'expression d'une temporalité qui distingue plusieurs grands moments ; ils sont à l'interface de l'offre éducative et de la demande des familles élitaires sous l'Ancien Régime mais sous l'influence des courants philosophiques des Lumières ils deviennent un enjeu qui relève progressivement de la responsabilité de l'État. L'enracinement décisif de la culture républicaine en France s'est réalisé grâce à l'école autour de marqueurs identitaires forts comme la nation, la laïcisation, la démocratisation. Le Dictionnaire de pédagogie et d'instruction primaire de Ferdinand Buisson témoigne du lien qui unit la République à la démocratie et à l'éducation.

– Les plans d'éducation sont au cœur du processus du renouvellement des élites et leur analyse soulève la question de la modernité de ces élites dans leur capacité à réformer et à se projeter dans l'avenir. Le rôle des acteurs et des interactions entre individus, groupes et États est ainsi privilégié.

On ne peut que souhaiter le succès de cette publication et l'ampleur des questions abordées montre que l'on ne saurait s'en tenir à un seul rendez-vous entre l'IUFM et le CEMMC.

Sylvie Guillaume

Professeur d'histoire contemporaine

Membre de l'IUF

Directrice du CEMMC de 2005 à 2008

Vice-présidente de l'Université de Bordeaux 3

Quels plans d'Éducation ?

François Cadilhon *

Lorsque Maurice Crouzet voulut présenter le nouveau monde libéral dans l'*Histoire générale des civilisations*, il souligna que :

dans le domaine de l'instruction, l'énorme afflux vers l'enseignement à tous les degrés fut un des traits caractéristiques de la civilisation de masse. L'organisation de l'enseignement devait mettre à la disposition de chacun le moyen de développer ses aptitudes, enrichies par les travaux des psychologues de l'enfance, les méthodes pédagogiques nouvelles au moyen d'un enseignement plus direct, plus concret, plus individualisé qui joignait à la culture générale une formation professionnelle. La France avec les travaux de la commission Langevin-Wallon jeta dès 1944 les bases d'une réforme dans ce sens¹.

Les décisions furent évidemment très novatrices, mais cette volonté était-elle cependant révolutionnaire ? Ce n'est historiquement pas sûr. Pour ne prendre qu'un exemple antérieur très spécifique, en 1594, Antoine de Pluvinel avait conçu un mode d'éducation, appliqué dans son institution parisienne du faubourg Saint-Honoré, où l'on apprenait, comme le futur grand prince de Condé, les règles du parfait courtisan, imaginées en Italie par Balthasar Castiglione, mais aussi les mathématiques, les principes de fortification, l'escrime et la danse. De manière sans aucun doute plus scientifique, plus rigoureuse et plus systématique les Jésuites imaginèrent également leur *Ratio studiorum* que l'on voulut alors pendant presque deux siècles appliquer, modifier ou combattre. Au collège de

* Université de Bordeaux 3.

¹ *Histoire générale des civilisations*, t. 7, Paris, 1957, p. 436.

Mont-de-Marsan, en 1803, « l'objet de l'éducation [était encore] de donner à la Patrie des citoyens plus forts, plus éclairés, plus vertueux ; c'est-à-dire qu'elle [devait] être tout à la fois physique, scientifique, morale et religieuse. L'instruction étant aux enfants ce que le printemps est aux fleurs, l'éducation étant au moral ce que les aliments sont au physique, sans elle, point d'harmonie sociale [et] de bonheur particulier [et] public² ». Cette idée d'une éducation idéale doit pouvoir expliquer que, du xvi^e siècle à nos jours, beaucoup d'intellectuels ou de spécialistes ont voulu imaginer et présenter leur propre plan pour, finalement, laisser une très grande diversité des projets. L'évolution scientifique et la force des réseaux de correspondance les poussaient néanmoins aussi – et encore aujourd'hui – à imaginer une globalisation européenne incertaine.

Cette réflexion sur la construction d'un modèle scolaire « du discours à l'action », présentée par Philippe Marchand et René Grevet³, a certes déjà été envisagée ; les études historiques dans ce domaine sont anciennes avec Gabriel Compayré⁴ et une démarche internationale abordée aussi par Willem Frijhoff⁵, pour ne retenir, de manière réductrice, que quelques exemples. Pourtant, le choix du mot juste : traité, *ratio* ou projet, n'a même pas été souvent le même, parce qu'il était discuté ; celui de plan disparut ainsi au xix^e siècle. Le dictionnaire de Ferdinand Buisson n'y faisait plus référence et l'article « éducation » rédigé par l'universitaire bordelais Émile Durkheim présentait tout simplement celle-ci « comme l'ensemble des moyens qui contribuent à façonner un être humain⁶ ». Tout le sens du mot est donc à mesurer ou à essayer de mesurer. Ce colloque permet également de revoir comment de tels plans ont pu être conçus, mais ensuite modélisés, au sein d'un ministère, et enfin perçus par le public et par les parents que l'on se devait de savoir séduire dans les établissements français bien avant le xxi^e siècle.

En 1762, dans ses mémoires et dans un royaume de France où les parlements étaient en plein combat contre la monarchie absolue, Monsieur de La Chalotais en tête, Grimm estima que la manie de l'année était d'écrire sur l'éducation. Jean-Jacques Rousseau présentait ainsi *Émile ou de l'éducation* et l'archevêque de Paris, Christophe de Beaumont, répondait aussitôt par une série de mandements assassins. Les échanges pamphlétaires entre philosophes et antiphilosophes⁷

² AD Landes, Prospectus du collège et du pensionnat de Mont-de-Marsan en 1803.

³ R. Grevet et P. Marchand (dir.), « Les débuts de l'école républicaine (1792-1802) », *Revue du Nord*, Lille, octobre-décembre 1996, p. 663.

⁴ G. Compayré, *Histoire critique des méthodes d'éducation en France depuis le xvi^e siècle*, Paris, 1885.

⁵ W. Frijhoff, *L'offre d'éducation : éléments pour une étude comparée des politiques éducatives au xix^e siècle*, Paris, 1983.

⁶ F. Buisson, *Dictionnaire de pédagogie*, Paris, 1882.

⁷ O. Ferret, *La fureur de nuire*, Oxford, 2007.

montrent à cet égard que, pour cette seule période, la formation a bien été un enjeu intellectuel mais aussi politique, social, économique, voire culturel, et les problèmes n'ont peut-être pas beaucoup changé quelle que soit la période⁸. L'éducation, ou la formation, c'était, et reste, autant un projet purement intellectuel qu'un élément de l'information et de la désinformation⁹. Le rapport de la commission parlementaire de la dernière législative sur les dérives sectaires a ainsi mis en avant toute la place et le poids de l'éducation, avec sa construction théorique dans ce domaine¹⁰. Un tel colloque s'inscrit donc bien dans la diversité des schémas proposés par le programme quadriennal des recherches du Centre d'étude des mondes moderne et contemporain, soutenu aussi et, c'est maintenant essentiel, par le mécénat¹¹.

Il est un peu paradoxal sans doute de s'intéresser aujourd'hui au temps de l'école, de la maternelle au lycée, comme Jean-Noël Luc¹², en évitant en partie une université en pleine reconstruction pour laquelle les plans plus spécifiques ne manquent pas également, mais il était indispensable de limiter tout de même le cadre des études aux institutions scolaires vues par Claude Lelièvre¹³. Au moment où l'on projette les réformes de l'enseignement supérieur, Alain Bentolila a justement souligné, un an avant les colloques prévus sur le baccalauréat et les projets impériaux, que l'université est d'abord malade de l'école avec le double enjeu du savoir et du savoir-faire¹⁴ que l'IUFM doit affronter. Si le magazine de *L'Étudiant* a voulu consacrer une enquête complète à la réforme du lycée, « histoire secrète d'un raté »¹⁵, cette incertitude est largement européenne...

⁸ A. Choppin (dir.), « Manuels scolaires, État et société, XIX^e-XX^e siècles », dans *Histoire de l'éducation*, n° 58, mai 1993.

⁹ Voir à cet égard Bernard Bonilauri, *La désinformation scolaire : essai sur les manuels d'enseignement*, Paris, 1983, ou Barbara Lefevre et Éva Bonnivard, *Élèves sous influence*, Paris, 2005.

¹⁰ XII^e législature, Commission d'enquête relative à l'influence des mouvements sectaires et aux conséquences de leur pratique le 28 juin 2006.

¹¹ Dans ce cas, il nous est ainsi offert par la CASDEN, la GMF et la MAIF. On peut remercier sur ce point aussi, l'aide du Conseil général de la Gironde chargé de l'entretien des collèges du département et le Conseil de la région Aquitaine responsable pour sa part du poids des lycées.

¹² J.-N. Luc, *Le temps de l'école de la maternelle au lycée, 1880-1960*, Paris, 2006.

¹³ C. Lelièvre, *Histoire des institutions scolaires, 1789-1989*, Paris, 1990.

¹⁴ *Le Monde*, 27 juin 2007.

¹⁵ *L'Étudiant*, 152, 2 septembre 2009.